



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Total Infrastructures Gaz France S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011
Total Infrastructures Gaz France S.A.
49, avenue Dufau - 64000 Pau
Ce rapport contient 25 pages
Référence : JFD-122-19

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directeur et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles

Siège social :
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Total Infrastructures Gaz France S.A.

Siège social : 49, avenue Dufau - 64000 Pau
Capital social : € 17 579 088

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Total Infrastructures Gaz France S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « Immobilisations » de la partie I « Principes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des immobilisations.
- La note 2b de la partie II « Notes sur l'actif du bilan » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la dépréciation des immobilisations corporelles.
- La note 2c de la partie II « Notes sur l'actif du bilan » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des immobilisations en cours.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

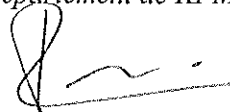
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense, le 3 avril 2012

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Jean-François Dandé
Associé

TIGF

En Euro

ACTIF		Brut	Amortissements Provisions	A fin 12/11	A fin 12/10
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBIL. INCORPORELLES * 1	41 557 873	15 860 589	25 697 284	19 744 064
	Concessions Brevets Droits similaires	34 738 089	15 192 100	19 545 989	12 888 207
	Autres Immobilisations Incorporelles	668 489	668 489		
	Immobilisations Incorporelles en cours	6 151 295		6 151 295	6 855 857
	IMMOBIL. CORPORELLES * 2	1 990 302 633	637 624 973	1 352 677 660	1 317 153 844
	Terrains	14 927 786	5 218 874	9 708 912	9 394 756
	Constructions	52 555 086	16 025 978	36 529 108	32 090 603
	Installations Techniques	1 797 283 976	613 884 753	1 183 399 223	1 189 836 953
	Autres Immobilisations Corporelles	6 805 503	2 495 368	4 310 135	3 500 553
	Immobilisations en Cours	117 771 746		117 771 746	82 235 996
	Avances et Acomptes	958 536		958 536	94 983
	IMMOBIL. FINANCIERES (1) * 3	1 310 836		1 310 836	1 079 188
	Titres de Participation	853 233		853 233	979 578
Prêts	358 288		358 288		
Autres Immobilisations Financières	99 315		99 315	99 610	
ACTIF IMMOBILISE		2 033 171 342	653 485 562	1 379 685 780	1 337 977 096
ACTIF CIRCULANT	STOCKS * 5	24 602 805	784 360	23 818 445	20 209 433
	Matières Premières, Approvisionnements	24 546 552	784 360	23 762 192	19 725 159
	En cours production de Biens	56 253		56 253	484 274
	AVANCES ET ACOMPTES	36 542		36 542	116 243
	CREANCES (2) * 6	104 066 896	196 841	103 870 055	105 756 241
	Clients et Comptes Rattachés	37 508 700	196 841	37 311 859	38 921 115
	Autres créances	66 558 196		66 558 196	66 835 126
	DIVERS	36 705 380		36 705 380	22 531 945
Valeurs Mobilières de Placement					
Disponibilités	36 705 380		36 705 380	22 531 945	
ACTIF CIRCULANT		165 411 623	981 201	164 430 422	148 613 862
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance (2) *7	379 876		379 876	862 520
	Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF		2 198 962 841	654 466 763	1 544 496 078	1 487 453 478
(1) dont à moins d'un an		286 630			
(2) dont à plus d'un an					

TIGF

En Euro

PASSIF		A fin 12/11	A fin 12/10
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel	17 579 088	17 579 088
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	45 538 644	45 538 644
	Ecarts de réévaluation	150 045	150 045
	Réserve légale	1 757 909	1 757 909
	Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	130 918
	Autres réserves	129 555	129 555
	Report à nouveau	372 837 275	458 854 374
	Résultat de l'exercice	89 731 820	113 967 000
	Subventions d'investissement * 9	32 212 453	31 026 087
	Provisions réglementées	79 675 795	55 568 633
CAPITAUX PROPRES * 8		639 743 502	724 702 253
PROVISION	Provisions pour risques	513 090	1 263 090
	Provisions pour charges	370 000	213 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES * 10	883 090	1 476 090
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires * 11	510 726 972	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit * 11	250 579 184	
	Emprunts et dettes financières divers	5 118 478	569 253 826
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	73 405	301 226
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 945 140	66 941 654
	Dettes fiscales et sociales	62 864 851	70 325 961
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (2)	6 245	1 122
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance	27 555 211	54 451 346
	Ecarts de conversion passif		
DETTES * 11 (1)		903 869 486	761 275 135
TOTAL PASSIF		1 544 496 078	1 487 453 478
(1) dont à moins d'un an		146 337 177	
(1) dont à plus d'un an		757 532 309	
(2) dont trésorerie			

TIGF

En Euro

COMPTE DE RESULTAT	France	Exportation	A fin 12/11	A fin 12/10
Ventes de marchandises	35 100		35 100	
Production vendue de biens	723 201		723 201	153 296
Production vendue de services	354 820 052		354 820 052	385 581 006
CHIFFRES D'AFFAIRES	355 578 353		355 578 353	385 734 302
Production stockée			(200 199)	(435 229)
Production immobilisée			110 675 806	105 980 621
Subventions d'exploitation			6 947	2 600
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			13 090 597	5 796 438
Autres produits			1 108	36
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION * 12			479 152 612	497 078 768
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			36 975	
Achats matières premières & aut. approvisionnements (y.c. droits de douane)			18 696 723	10 656 749
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(4 172 146)	381 388
Autres achats et charges externes			176 738 218	203 090 814
Impôts, taxes et versements assimilés			16 104 116	9 754 573
Salaires et traitements			22 189 915	15 996 103
Charges sociales			11 837 463	8 375 417
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations			71 241 329	66 748 997
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant			2 211 764	6 437 043
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges			577 000	1 193 000
Autres charges d'exploitation			2 110 025	2 039 415
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION * 13			317 571 382	324 673 499
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION			161 581 230	172 405 269
Produits financiers de participations				8 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			290 281	369 464
Différences positives de change			2 022	74
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			292 303	377 538
Intérêts et charges assimilées			24 297 248	6 914 052
Différences négatives de change			37 799	3 224
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES			24 335 047	6 917 276
2 - RESULTAT FINANCIER * 14			-24 042 744	-6 539 738
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			137 538 486	165 865 531

TIGF

En Euro

COMPTE DE RESULTAT	A fin 12/11	A fin 12/10
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	100 515	109 613
Produits exceptionnels sur opérations en capital	27 626 341	30 827 241
Reprises sur provisions et transferts de charges	846 076	579 546
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS * 15	28 572 932	31 516 400
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	736 142	39 705
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	906 935	167 616
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	24 953 240	22 988 541
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES * 16	26 596 317	23 195 862
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 976 615	8 320 538
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	183 750	104 569
Impôts sur les bénéfices * 17	49 599 531	60 114 500
TOTAL DES PRODUITS	508 017 847	528 972 706
TOTAL DES CHARGES	418 286 027	415 005 706
5 - BENEFICE OU PERTE	89 731 820	113 967 000

ANNEXES
AUX
COMPTES ANNUELS
DE
2011

Le total du bilan de l'exercice clos le 31/12/2011 avant répartition, est de 1 544 496 078 euros et le compte de résultat dégage un profit de 89 731 820 euros.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels, arrêtés le 02/04/2012 par le Conseil d'Administration.

I - PRINCIPES COMPTABLES

Généralités

Les comptes sont établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France pour les comptes sociaux.

Le Compte de Résultat, le Bilan et l'Annexe retracent avec prudence et sincérité l'activité et la situation financière de la société.

Méthodes comptables

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, y compris les frais accessoires.

Toute dépense d'investissement est comptabilisée systématiquement en charge.
Chaque fin de mois, une écriture de production d'immobilisation neutralise la charge au Compte de Résultat (compte 722000) avec en contre partie un compte d'immobilisation en-cours.

Les coûts de démantèlement, ne pouvant être précisément évalués, ne sont pas immobilisés

Stocks

L'ensemble des stocks de TIGF est valorisé selon la méthode du coût moyen pondéré.

II - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

La modification des durées d'amortissements réalisée en 2008, a créé un écart entre les durées fiscales et sociales, et génère de ce fait la comptabilisation d'amortissements dérogatoires (Montant fin 2011 = 79 676 K€)

1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Sont inscrits au compte d'immobilisations incorporelles les logiciels et brevets acquis ou créés par la société ; ces éléments sont amortis sur leur durée probable d'utilisation (au maximum 5 ans).
Figurent également à ce compte des droits de transit dans des réseaux de tiers.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations incorporelles sont calculés suivant le mode linéaire sur les durées suivantes :

BREVETS	5 ans
LOGICIELS	5 ans
DROITS DE TRANSIT	10 ans

2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2-a - Valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont portées à leur coût d'acquisition ou de production, à l'exception de certains terrains acquis avant le 31.12.1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

2-b - Dépréciation

Conformément à la mise en application du CRC 2002-10, les immobilisations sont dépréciées selon la durée de vie du bien.

Cette approche par composant conduit à pratiquer un amortissement linéaire selon les durées d'amortissement suivantes :

	Durée sociale	Durée fiscale
MATERIEL INFORMATIQUE	5 ans	3 ans
MATERIEL ET OUTILLAGE	10 ans	5 ans
MATERIEL DE TRANSPORT	10 ans	5 ans
MATERIEL DE BUREAU	10 ans	5 ans
MATERIEL TELECOM	10 ans	5 ans
AMENAGEMENTS TERRAINS	10 ans	10 ans
AMENAGEMENTS INSTALLATIONS GENERALES	10 ans	10 ans
AUTRES INSTALLATIONS D'EXPLOITATION	10 ans	10 ans
AMENAGEMENTS INSTALLATIONS SOL AUTRUI	10 ans	10 ans
MOBILIER DE BUREAU	10 ans	10 ans
POSTES DE COMPTAGE	30 ans	15 ans
STATIONS COMPRESSION-RACCORDEMENT SECTIONNEMENT	30 ans	15 ans
BATIMENTS	25 ans	25 ans
IMMEUBLES SUR SOL AUTRUI	25 ans	25 ans
SONDAGES SOUS-TERRAINS	25 ans	25 ans
GAZ COUSSIN	25 ans	25 ans
CANALISATIONS PRINCIPALES	50 ans	25 ans
BRANCHEMENTS	50 ans	25 ans

2-c - Immobilisations en-cours

Les immobilisations en-cours sont valorisées à leur coût de production qui comprend les dépenses de matériel, les dépenses externes (sous-traitance) et une quote part de dépenses de personnel affecté aux projets d'investissement.

Les frais de personnel de TIGF se reversent par pourcentage des sections de personnel sur les projets d'investissement. Le montant de la capitalisation des frais de personnel est de 13 732 K€.

3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières se répartissent comme suit :

- Titres de participations 853 233 Euros
soit 773 233 actions 3GRT pour 773 233 € et 800 actions Declaranet pour 80 000 €
- Prêts au personnel 358 288 Euros
- Dépôts et cautionnements 99 315 Euros

Echéances

La ventilation des immobilisations financières par échéance est la suivante :

TOTAL	Echéance indéterminée	Echéance à - d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance à + de 5 ans
457 602	-	286 630	71 658	99 314

4 - TOTAL ACTIF IMMOBILISE

Montant des productions d'immobilisations 2011 :	112 382 Keuros
Montant des mises en service en 2011 :	77 551 Keuros
Montant des en-cours fin 2011 :	123 923 Keuros

Principales mises en service 2011

Stockage

Mise en conformité Events et torches	8 054 Keuros
Détection incendie et gaz, édicules Lussagnet	2 162 Keuros
Conformité drains	2 580 Keuros
Recyclage soupapes Compresseurs C13/C14/C15	2 953 Keuros
Travaux aires produits chimiques	1 241 Keuros
Revamping réseau incendie Lussagnet	1 112 Keuros
Bunkerisation sous sol ancien bât.administratif Lussagnet	937 Keuros
Aérofrigerants Compresseurs C13/C14/C15	770 Keuros
Upgrade SNCC Compression Lussagnet	666 Keuros

Réseau Grand Transport

Modernisation Lacal modification Alcaç	1 797 Keuros
Aménagements Artère de Guyenne stations de compression	859 Keuros

Réseau Régional

Mesures compensatoires arrêté Multifluide	5 829 Keuros
Travaux DN200/300 Garonne à Boussens	3 523 Keuros
Réhabilitation DN500 Lupiac-Lussagnet	2 027 Keuros
Modernisation Captieux Ouest	1 953 Keuros
Canalisation DN500 Préchac Landiras	1 276 Keuros
Modernisation Captieux Est	957 Keuros
Déviatiion DN125 Puydaniel RD12	895 Keuros
Modernisation secteur Lussagnet	851 Keuros
Modernisation secteur Labrède	535 Keuros

Bâtiments administratifs

Batiment Cugnaux	4 120 Keuros
------------------	--------------

Postes de comptage et branchements	7 598 Keuros
------------------------------------	--------------

Logiciels (SIG,RH4U,SAP, ...)	10 780 Keuros
-------------------------------	---------------

Principaux en-cours fin 2011

Canalisations (Projet Artère Beam= 42 293 K€, Projet Girland = 28 982 K€)	71 275 Keuros
Projet Pécorade	6 319 Keuros
Compresseurs C18/C19	5 354 Keuros
Revamping chaudière TEG	4 021 Keuros
Projet Optivus - Stockage	3 707 Keuros
Modifications Events et torches	3 084 Keuros
Barbaira - Revamping systèmes sécurité	2 673 Keuros
Projet SIRH	2 223 Keuros
Projet Euskadour	1 942 Keuros
Alimentation Montbartier-Montauban	1 584 Keuros

Mises au rebut 2011

Un travail d'analyse, en collaboration avec les entités techniques, a permis de sortir de l'actif 115 lignes du fichier des immobilisations totalement amorties correspondant à une valeur brute de 2 412 K€.

I - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS au 31/12/2011

Situations & mouvements Rubrique	Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	Augmentat°	Diminutions		Valeurs brutes à la clôture l'exercice
			Cessions	Autres sorties	
Immobilisations incorporelles	31 482 114	20 856 080	0	10 780 321	41 557 873
<i>Concessions Brevets Droits similaires</i>	<i>23 957 768</i>	<i>10 780 321</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>34 738 089</i>
<i>Autres Immobilisations incorporelles</i>	<i>668 489</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>668 489</i>
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	<i>6 855 857</i>	<i>10 075 759</i>	<i>0</i>	<i>10 780 321</i>	<i>6 151 295</i>
Immobilisations corporelles	1 889 565 584	169 941 083	20 214	69 183 819	1 990 302 634
<i>Terrains</i>	<i>13 940 717</i>	<i>987 069</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>14 927 786</i>
<i>dont réévaluation</i>	<i>150 045</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>150 045</i>
<i>Sol propre</i>	<i>29 424 553</i>	<i>5 042 571</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>34 467 124</i>
<i>Constructions Sol d'autrui</i>	<i>19 818</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>19 818</i>
<i>Install générales</i>	<i>16 611 748</i>	<i>2 121 615</i>	<i>0</i>	<i>665 218</i>	<i>18 068 145</i>
<i>Installations Techniques Matériel Outll.</i>	<i>1 741 835 036</i>	<i>56 796 826</i>	<i>20 214</i>	<i>1 327 672</i>	<i>1 797 283 976</i>
<i>Autres Install générales</i>	<i>115 847</i>	<i>77 493</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>193 340</i>
<i>Immob. Matériel transport</i>	<i>177</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>177</i>
<i>Corporelles Mat bureau Inf mob</i>	<i>5 286 709</i>	<i>1 745 316</i>	<i>0</i>	<i>420 039</i>	<i>6 611 986</i>
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	<i>82 235 996</i>	<i>102 306 640</i>	<i>0</i>	<i>66 770 890</i>	<i>117 771 746</i>
<i>Avances et acomptes</i>	<i>94 983</i>	<i>863 553</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>958 536</i>
Immobilisations financières	1 079 188	1 333 476		1 101 829	1 310 835
Total	1 922 126 886	192 130 639	20 214	81 065 969	2 033 171 342

II - TABLEAU DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/2011

Situations & mouvements Rubrique	Amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentat°	Diminutions		Amortissements à la clôture l'exercice
			Cessions	Autres sorties	
Immobilisations incorporelles	11 738 050	4 122 539	0	0	15 860 589
<i>Concessions Brevets Droits similaires</i>	<i>11 069 561</i>	<i>4 122 539</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>15 192 100</i>
<i>Autres Immobilisations incorporelles</i>	<i>668 489</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>668 489</i>
Immobilisations corporelles	572 411 742	67 639 016	12 857	2 412 927	637 624 974
<i>Terrains</i>	<i>4 545 962</i>	<i>672 912</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>5 218 874</i>
<i>Sol propre</i>	<i>7 560 169</i>	<i>1 178 910</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>8 739 079</i>
<i>Constructions Sol d'autrui</i>	<i>17 772</i>	<i>793</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>18 565</i>
<i>Install générales</i>	<i>6 387 576</i>	<i>1 545 977</i>	<i>0</i>	<i>665 218</i>	<i>7 268 335</i>
<i>Installations Techniques Matériel Outll.</i>	<i>551 998 083</i>	<i>63 227 199</i>	<i>12 857</i>	<i>1 327 672</i>	<i>613 884 753</i>
<i>Autres Install générales</i>	<i>16 896</i>	<i>11 606</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>28 502</i>
<i>Immob. Matériel transport</i>	<i>177</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>177</i>
<i>Corporelles Mat bureau Inf mob</i>	<i>1 885 107</i>	<i>1 001 619</i>	<i>0</i>	<i>420 037</i>	<i>2 466 689</i>
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>					<i>0</i>
Immobilisations financières	0	0	0	0	0
Total	584 149 792	71 761 555	12 857	2 412 927	653 485 563

5 - STOCKS ET EN-COURS

5-a - Méthode

Les stocks de gaz sont évalués d'après la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks de matières et fournitures consommables sont évalués d'après la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût d'entrée en stock des articles comprend les frais réels accessoires d'achat (hors transport).

La provision pour dépréciation du stock de matières et fournitures est constituée sur la base de l'analyse détaillée de chaque article. La date de dernier mouvement de l'article est comparée à la date de clôture. La différence obtenue permet de calculer un nombre d'année qui détermine le pourcentage de provision.

Nombre d'années	pourcentage
- de 5 ans	0 %
de 5 à 6 ans	5 %
de 6 à 7 ans	10 %
de 7 à 8 ans	20 %
de 8 à 9 ans	40 %
de 9 à 10 ans	60 %
de 10 à 11 ans	80 %
+ de 11 ans	100 %

Les travaux en-cours sont valorisés à leur coût de production qui comprend les dépenses de matériel, les dépenses externes (sous-traitance)

5-b - Valeurs

	Gaz Brut	Matériel		Travaux en cours	Total
		Brut	Provision		
01/01/2011	3 851 813	16 509 843	636 497	484 274	20 209 433
Variation	5 625 736	-1 440 840	147 863	-428 021	3 609 012
31/12/2011	9 477 549	15 069 003	784 360	56 253	23 818 445

6 - CREANCES

- Créances représentées par des effets de commerce : néant

- Créances concernant les entreprises liées 8 937 307 euros
(dont produits non encore facturés : 8 740 562 euros)

- Les produits à recevoir rattachés aux postes de créances concernent principalement des recettes de capacité de stockage et de transport de gaz allouées au mois de décembre 2011 mais qui ne seront facturées qu'en janvier 2012.

- Les provisions pour dépréciation des créances correspondent à des évaluations au cas par cas du risque encouru. Les créances en question concernent des clients faisant l'objet d'une procédure judiciaire (administration provisoire - règlement judiciaire - concordat - liquidation de biens), contentieuse ou pré-contentieuse.

Etat des échéances à la clôture de l'exercice :

Créances	Solde	Echéance d'exigibilité		
		- d'un an	de 1 et 5 ans	+ de 5 ans
Avances & acomptes versés	36 542	36 542		
Clients et comptes rattachés				
Clients douteux ou litigieux	246 806	246 806		
Autres créances clients	3 947 240	3 947 240		
Produits à recevoir	33 314 654	33 314 654		
Autres créances				
Personnel et comptes rattachés	76 044	76 044		
Organismes Sociaux				
Etat et Collectivités	60 174 443	60 174 443		
Groupe et Associés	214 674	214 674		
Débiteurs Divers	5 262	5 262		
Produits à recevoir				
- Personnel				
- Organismes Sociaux	5 772	5 772		
- Etat et Collectivités	5 998 187	5 998 187		
- Débiteurs Divers	83 814	83 814		
	104 103 438	104 103 438		

7 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance (380 K€) sont relatives à l'exploitation ; elles correspondent principalement :

- à des factures reçues mais non encore réceptionnées.
- à des loyers payés d'avance.
- à des primes d'assurances payées d'avance.
- à des redevances et indemnités de passage payées d'avance.
- à des abonnements et cotisations payés d'avance.
- à des prestations de maintenance informatique payées d'avance.

III - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

8 - CAPITAUX PROPRES

Le capital est composé de 2 197 386 actions de 8 euros

Le résultat 2010, soit 113 967 000 €, a été affecté en report à nouveau pour 59 988 781 €, TIGF a distribué en 2011 au titre des dividendes 199 984 100 € à TGEHF :
 . 56 978 219 € distribués au titre des dividendes 2010
 . 143 005 881 € distribués au titre de dividendes exceptionnels

	Situation au 01/01/2011	Variation 2011	Situation au 31/12/2011
Nombre d'actions	2 197 386		2 197 386
Valeur nominale de l'action	8		8
Capital social ou individuel	17 579 088		17 579 088
Primes d'émission, de fusion, d'apport	45 538 644		45 538 644
Ecart de réévaluation	150 045		150 045
Réserve légale	1 757 909		1 757 909
Réserves statutaires ou contractuelles	130 918		130 918
Autres Réserves	129 555		129 555
Report à nouveau	458 854 374	-86 017 100	372 837 274
Résultat de l'exercice 2010	113 967 000	-113 967 000	0
Résultat de l'Exercice 2011		89 731 820	89 731 820
Subventions d'investissement	31 026 087	1 186 366	32 212 453
Provisions réglementées (*)	55 568 633	24 107 162	79 675 795
Total	724 702 253	-84 958 752	639 743 501

(*) Amortissements dérogatoires

9 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Deux types de subventions d'investissement sont constituées :

. Les subventions d'investissement définies contractuellement et correspondant à des participations financières des clients aux coûts des travaux de réalisation de branchements, canalisations...

. Les subventions d'investissement versées par la Communauté Européenne

Les en cours de subventions d'investissement incluent les subventions versées en 2010 :

15 000 K€ au titre du projet "Artère de Bearn" et 1 080 K€ au titre du projet "Reversibilité Local"

Ces versements sont repris en résultat selon le rythme d'amortissement des immobilisations correspondantes et minorent la dotation de l'exercice.

Montants Bruts	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2011		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat°	Diminut°	
Sur canalisations principales	3 277 503	73 216		3 350 719
Sur canalisations secondaires	11 385 317	1 546 510		12 931 827
Sur sondages sous-terrains	1 500 000			1 500 000
Sur autres immobilisations	772 523	1 080 000		1 852 523
Total	16 935 343	2 699 726		19 635 069

Dépréciations	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2011		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat°	Diminut°	
Sur canalisations principales	895 250	56 451		951 701
Sur canalisations secondaires	1 490 152	364 996		1 855 148
Sur sondages sous-terrains	290 301	60 000		350 301
Sur autres immobilisations	719 166	38 779		757 945
Total	3 394 869	520 226		3 915 095

En-cours	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2011		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat°	Diminut°	
Sur canalisations principales	16 249 410			16 249 410
Sur canalisations secondaires	1 236 203	1 706 592	2 699 725	243 070
Sur sondages sous-terrains				
Sur autres immobilisations				
Total	17 485 613	1 706 592	2 699 725	16 492 480

10 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées des éléments suivants :

Provisions pour risques	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2011		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat ^o	Diminut ^o	
Provision pour litiges	1 263 090	420 000	1 170 000 (*)	513 090
Total	1 263 090	420 000	1 170 000	513 090

(*) Reprise utilisée : 600 000 €, non utilisée : 570 000 €

Provisions pour charges	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2011		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat ^o	Diminut ^o	
Médaille du travail	213 000	157 000		370 000
Total	213 000	157 000		370 000

11 - DETTES

Etat des échéances à la clôture de l'exercice :

Dettes	Solde	Echéance d'exigibilité			
		Indéterminée	- d'un an	de 1 et 5 ans	+ de 5 ans
Avances et acomptes reçus	73 405		73 405		
Dettes financières					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	250 000 000			250 000 000	0
Autres Emprunts obligataires (2)	500 000 000				500 000 000
Intérêts courus sur emprunts	11 306 156		11 306 156		
Emprunts et dettes financières divers (3)	5 118 478	5 055 312	63 166		
Dettes d'exploitation					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 450 705		13 450 705		
Charges à payer	33 494 435		33 494 435		
Dettes fiscales et sociales	3 153 429		3 153 429		
Charges à payer					
- Personnel	4 301 980		4 301 980		
- Organismes Sociaux	1 284 881		1 284 881		
- Etat et Collectivités	54 124 561		54 124 561		
Autres dettes	6 245		6 245		
Charges à payer					
Produits constatés d'avance (4)	27 555 211		25 078 214	1 188 960	1 288 037
	903 869 486	5 055 312	146 337 177	251 188 960	501 288 037

En Juillet 2011, mise en place d'un financement externe et remboursement des emprunts Groupe existant :
Le financement externe se compose :

(1) d'un emprunt bancaire souscrit en Juillet 2011 : 250 000 000 durée 5 ans, taux EURIBOR 6 mois +0,75% couvert par un swap en garantie de taux

. TIGF a décidé de couvrir le prêt à terme (250 M€, maturité 5 ans) de manière à en fixer le taux .TIGF paie un taux fixe et reçoit l'Euribor 6 mois à échéance d'intérêt du prêt à terme (tous les 30 Mars et 30 septembre) L'emprunt et le swap sont parfaitement adossés : notionnel et durée identique, date de début et fin identiques, élément couvert amortissable selon le même échéancier que le swap. Juste valeur du swap fin 2011 = 11 M€

(2) d'un emprunt obligataire souscrit en Juillet 2011: 500 000 000 durée 10 ans, taux 4,339 %

TIGF a simultanément procédé au remboursement des emprunts Groupe :

(3) Emprunts contractés avec Total Treasury (entreprise liée)

Emprunts remboursés : 564 500 000

(4) Dont étalement plus-value réalisée sur rachat du réseau 27 201 733

En accord avec l'Administration Fiscale, la plus value réalisée au cours de l'exercice 2002 lors du rachat du réseau concédé fait l'objet d'un étalement sur la durée d'amortissement réalisée des immobilisations correspondantes.

Cette plus value a été comptabilisée en produits constatés d'avance.

Le solde net de la plus value est le suivant :

	GSO	TTGF	TIGF
Plus value d'origine	326 495 480	14 861 996	341 357 476
Montant cumulé enregistré en résultat au cours des exercices antérieurs	277 299 558	10 007 077	287 306 635
Montant enregistré au résultat au cours de l'exercice	25 660 148	1 188 960	26 849 108
Solde net	23 535 774	3 665 959	27 201 733

IV - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

12 - PRODUITS D'EXPLOITATION

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société s'établit à 355 578 353 Euros

Il est constitué principalement :

- des ventes de Capacités de transport de gaz	168 147 267 Euros
- des ventes de Capacités de stockage de gaz	146 957 209 Euros
- des recettes d'interconnexion	28 344 666 Euros
- des recettes de raccordement et interface	7 089 775 Euros

- Production immobilisée 110 675 806 Euros

L'application SALSA récupère mensuellement tous les flux de dépenses imputés sur des OTP d'investissement. Il s'agit principalement de dépenses externes (cf charges d'exploitation).

Une écriture est générée pour chaque OTP selon le schéma suivant :

Débit d'un compte d'en-cours 23xxxx
Crédit du compte 722000

- Reprises sur amort. et provisions, transferts de charges 13 090 597 Euros

- Reprise des provisions Risques et charges 1 170 000 Euros

- Reprise des provisions Clients 11 608 992 Euros

- Transferts de charges d'exploitation enregistrent : 311 605 Euros

Les transferts de charges d'exploitation enregistrent :

- les remboursements reçus des compagnies d'assurances sur les sinistres,
- les remboursements reçus des organismes sociaux (indemnités journalières), ou de formation
- les indemnités facturées aux DDE, Communauté d'agglomération... en préjudice du déplacement de canalisations

13 - CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation (317 571 K€) comprennent les charges d'exploitation et les charges d'investissements.

Les charges concernant les dépenses investissements (112 382 K€) sont neutralisées par les production d'immobilisations. Ces dépenses s'analysent dans les postes suivants :

Variation de stock	2 657 179 Euros
Autres achats et charges externes	100 532 979 Euros
Impôts, taxes et versements assimilés	307 724 Euros
Salaires et traitements	5 029 311 Euros
Charges sociales	2 231 620 Euros
Autres charges d'exploitation	1 623 585 Euros
Charges exceptionnelles/opérations de gestion	
Subventions	-1 706 593 Euros

- Dotations d'exploitation aux amortissements

Les dotations aux amortissements (71 241 K€) prennent en compte la valeur des amortissements des immobilisations de la société, minorée de l'amortissement des subventions d'investissement.

14 - RESULTAT FINANCIER

Le Résultat financier est de -24 M€ (-6,5 M€ en 2010).

En 2011, les frais financiers s'analysent en :

- . Frais financiers jusqu'au 30 juin 2011 liés au financement Groupe de 564,5 M€ (6 M€)
- . Frais financiers de juillet à décembre 2011, liés au financement externe de 1000 M€ (15 M€)
- . Frais financiers liés à la mise en place des emprunts bancaires en 2011 (3,2 M€)
- . Produits financiers (0,3 M€)

15 - PRODUITS EXCEPTIONNELS

- Produits exceptionnels sur opérations en capital

Il s'agit principalement de l'étalement de la plus value réalisée sur le rachat de notre réseau de transport (26 849 108 euros)

du produit de cession des actifs financiers (773 233 euros)

et de la reprise d'amortissements dérogatoires (846 076 euros)

16 - CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les charges exceptionnelles sont principalement constituées :

- de la dotation pour amortissements dérogatoires (24 953 237 euros)
- de la valeur comptable des éléments d'actif financier cédés (899 578 euros)

17 - IMPOT SUR LES BENEFICES

Calcul de la provision pour Impôt sur les bénéfices

1 - Bénéfice comptable de l'exercice		139 331 348
2 - Réintégrations		410 258
- Participation 2011	183 750	
- Provisions CVAE 2011	-540 000	
- Taxe sur les voitures des sociétés	60 046	
- Contribution sociale de solidarité 2011	573 870	
Pénalités & amendes	1 222	
- Jetons de présence	8 764	
- Mécénat	84 563	
- Amortissements excédentaires (art.39-4 du C.G.I.)	38 043	
3 - Déductions		2 004 284
- Provisions pour congés payés 2010	1 062 183	
- CSS 2010	599 139	
- Participation 2010	104 569	
- Augmentation de capital 2011	238 393	
4 - Résultat fiscal	1 + 2 - 3	137 737 322
<hr/>		
5 - Impôt sur les bénéfices	33,33% de 4	45 912 440
6 - Abattement forfaitaire		763 000
7 - Contribution sociale/bénéfices	Assiette : (5)-(6) 3,30% de 7	45 149 440
8 - Contribution exceptionnelles (CA > 250 M€)	5,00% de 4	1 489 932
9 - Crédit impôt recherche		2 295 622
10 - Crédit Mécénat		77 646
		50 738
Total Impôt	5 + 7 + 8 - 9 -10	49 569 610

Dettes et créances d'impôt différé

Il s'agit des accroissements et allègements de la dette future d'impôt provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges.

Décalages	Créances
<u>Charges non déductibles temporairement</u>	
<i>1 - à déduire dans l'année suivante :</i>	
- Participation 2011	183 750
- Contribution sociale de solidarité 2011	573 870
- Provisions CVAE 2011	-540 000
TOTAL	217 620
Créance future d'impôt (36,10% du total ci-dessus) non comptabilisée	78 561

V - AUTRES INFORMATIONS

Effectif* ventilé par catégorie	31/12/10	31/12/11
- CADRES	73	105
- OETAM	210	232
Total effectif	283	337

* effectif CDI

Consolidation et intégration fiscale

Les comptes de la société sont consolidés au sein du groupe Total par la méthode de l'intégration globale.
TIGF fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la tête de groupe est Total SA, et détermine son impôt comme si elle était imposée séparément

Engagements donnés

- Caisse de Retraite Elf Aquitaine	12 911 K euros
dont couvert par contrat d'assurance :	14 164 K euros
(taux d'actualisation retenu au 31/12/2011 pour engagement retraite = 4,75%)	
> Constitution d'un actif de retraite	1253 K€
- Indemnités de Fin de Carrière	2 152 K euros
dont couvert par contrat d'assurance :	1 629 K euros
- Personnel posté	716 K euros

Quotas CO2

La société comptabilise les droits d'émission CO2 comme suit :
Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés pour une valeur nulle.
L'écart éventuel entre quotas disponibles et obligation de restitution à l'échéance font l'objet de provisions pour leur valeur de marché.

Engagements reçus

- cautions bancaires clients	11 928 K euros
- cautions bancaires fournisseurs	32 074 K euros

Droits individuels à la formation

La loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle ouvre pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée de droit privé, un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an à 120 heures, cumulable sur une période de six ans.
Au-delà de ce délai de 6 ans, et à défaut de son utilisation en tout ou partie, le droit individuel à la formation est plafonné à 120 heures
En application de l'avis 2004F du Comité d'Urgence relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation, TIGF ne provisionne aucun droit à ce titre.
Au 31 Décembre 2011, les droits acquis par les salariés s'élèvent à 27 754 heures

Jetons de présence 2011

Les jetons de présence attribués aux administrateurs en 2011 s'élèvent à 29 000 euros

VI - ANNEXE CRCP

Le CRCP est un compte fiduciaire extra-comptable qui est alimenté à intervalle régulier par tout ou partie des écarts de coût ou de revenu constatés sur des postes prédéfinis. L'apurement du solde de ce compte s'opère par une diminution ou une augmentation des revenus à recouvrer par les tarifs au cours des périodes tarifaires suivantes. Afin d'assurer la neutralité financière du mécanisme, un taux d'intérêt s'applique au solde du compte.

Pour la présente proposition tarifaire, les postes de charges et de revenus qui sont soumis à ce mécanisme sont :

- les revenus liés à l'acheminement sur le réseau de transport. Compte tenu de la mise en place du système de souscriptions normalisées des capacités de transport aux PITD, le revenu lié à l'acheminement sur le réseau aval de transport (sortie du réseau principal, réseau régional et livraison) est couvert en totalité par le CRCP. Il en est de même pour le revenu au niveau des entrées et sorties aux stockages.

Le revenu lié à l'acheminement sur le réseau amont de transport (autres points du réseau principal) est couvert :

– à 50 % par le CRCP pour un écart entre la réalisation et la prévision inférieur ou égal à +/- 10 % du revenu prévu ;

– à 100 % par le CRCP pour un écart entre la réalisation et la prévision au-delà de +/- 10 % du revenu prévu ;

- les charges de capital supportées par les GRT. Le montant couvert par le CRCP est la différence entre l'hypothèse de charges de capital incluse dans le revenu à recouvrer par le tarif et le montant de charges de capital calculé ex-post sur la base des données réalisées en matière d'investissement, de sorties d'actifs de la BAR et d'inflation ;

- les charges d'énergie motrice (gaz et électricité) des GRT. Ces charges sont couvertes :

– à 80 % par le CRCP pour un écart entre la réalisation et la prévision inférieur ou égal à +/- 20 % des charges prévues ;

– à 100 % par le CRCP pour un écart entre la réalisation et la prévision au-delà de +/- 20 % des charges prévues ;

- les produits de raccordement des centrales à cycle combiné gaz (CCCG). L'écart entre les recettes réalisées sur la période 2007-2008 et le montant pris en compte en diminution des charges d'exploitation sera intégralement inscrit au solde du CRCP.

Le cas échéant, l'application du CRCP sera assortie de contrôles sur le caractère efficace et prudent des charges engagées. Ces contrôles pourront porter en particulier sur les investissements engagés par les GRT et sur les charges d'énergie qu'ils supportent.

En outre, les résultats des audits conduits par la CRE seront systématiquement pris en compte au CRCP.

Les principales règles de fonctionnement du CRCP sont les suivantes :

- pour chacun des postes éligibles, le calcul des écarts reportés au CRCP est effectué sur la base d'une comparaison entre les prévisions et les réalisations pour chacune des deux années de la période tarifaire ;
- un taux d'intérêt égal au taux de base de rémunération de la BAR s'applique annuellement aux montants corrigés ;
- le solde des montants corrigés qui est identifié à l'issue d'une période tarifaire est apuré sur la période tarifaire suivante par un amortissement de type "annuités constantes" ;
- lorsque, au moment de l'examen des écarts à corriger à l'issue d'une période tarifaire, le montant définitif de certains écarts n'est pas connu avec certitude, une correction "de premier rang" est effectuée sur la base de la meilleure estimation disponible à ce moment. Une correction "de second rang" est effectuée lors de la révision tarifaire suivante sur la base des valeurs définitives.

Le périmètre des éléments éligibles au mécanisme correctif et les modalités retenues pour effectuer les corrections reflètent l'état de l'environnement économique et du système de régulation au moment de l'établissement des tarifs. Ces éléments sont susceptibles d'évoluer lors des révisions tarifaires ultérieures.

Conformément aux règles tarifaires en vigueur, ces montants seront apurés sur une période de quatre ans, avec des annuités constantes.

Le taux d'actualisation du CRCP retenu dans le tarif ATRT4, soit 4,2 %, s'appliquera annuellement.

Le solde du CRCP à prendre en compte pour la période 2011-2012 pour TIGF est de - 18,3 M€/an. Il est constitué de :

- l'annuité liée au bilan définitif pour l'année 2007 et au bilan estimé pour l'année 2008, soit - 5,5 M€, annoncés dans la proposition tarifaire de la CRE du 10 juillet 2008 ;

- l'annuité liée au bilan définitif pour l'année 2008, soit - 1,3 M€ ;

- l'annuité liée au bilan définitif pour l'année 2009 et au bilan estimé pour l'année 2010, soit - 11,5 M€.

VII - Tableau de flux de trésorerie 2011

Euros	
Flux de trésorerie liés à l'activité :	
Résultat net 2011	89 731 820
<i>Élimination des charges et produits sans effet sur la trésorerie ou non liés à l'activité (1):</i>	
. Amortissements exploitation/ Reprise	71 241 329
. Amortissements dérogatoires/ Reprise	24 107 164
. Plus value Long Terme	- 26 849 108
. Provision pour risques et charges/Reprise	- 593 000
. Intérêts courus	11 280 848
. Plus value de cession	133 702
<i>(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant</i>	
Capacité d'autofinancement	169 052 755
Variation du Besoin en Fond de Roulement lié à l'activité	
. Stocks	- 3 609 012
. Créances	1 965 887
. Charges constatées d'avance	482 644
. Dettes	- 27 727 348
Flux net de trésorerie généré par l'activité	140 164 926
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :	
. Acquisitions d'immobilisations (nettes de subventions)	- 110 675 806
. Acquisitions d'immobilisations financières	- 1 221 545
. Cessions d'immobilisations	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	- 111 897 351
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :	
. Emprunt obligataire 2011	500 000 000
. Emprunt bancaire 2011	250 000 000
. Remboursement d'emprunts Groupe	- 564 500 000
. Paiement dividendes 2011 TGEHF	- 199 984 100
. Dépôts cautionnement recus	383 139
. Autres	6 821
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 14 094 140
Variation de Trésorerie	
. Trésorerie d'ouverture	22 531 945
. Trésorerie de clôture	36 705 380